



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2012-DLP/BUPE-264 du 19 AVR. 2012

mettant en demeure la société COMPAGNIE MOSELLANE DE STOCKAGE, située à METZ, de respecter certains articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011 DLP/BUPE-344 du 20 septembre 2011 et de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2713 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-AG/2-600 du 18 octobre 1989 autorisant la Compagnie Mosellane de Stockage à exploiter une unité de stockage de céréales et un dépôt d'engrais au 18, rue des Alliés à METZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-344 du 20 septembre 2011 imposant à la société Compagnie Mosellane de Stockage à METZ des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations ;

VU la visite d'inspection inopinée réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 4 avril 2012 sur le site de la Société CMS à METZ ;

VU le rapport en date du 17 avril 2012 de l'Inspection des Installations Classées ;

CONSIDERANT que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 susvisé précise qu'en dehors de la zone d'accès pour le chargement/déchargement, l'aire de stockage est intégralement clôturée par des parois stables et opaques sur toute la hauteur du stockage ;

CONSIDERANT le constat d'absence de telles parois sur toute la hauteur du stockage le jour de l'inspection ;

CONSIDERANT que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 susvisé précise que le sol de l'aire de stockage doit être étanche et équipé d'un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent le séparant de façon étanche des autres surfaces sur l'ensemble du périmètre ;

CONSIDERANT le constat d'absence d'étanchéité entre les plaques de béton constituant le sol de l'aire de stockage et l'absence de seuil surélevé sur l'ensemble du périmètre ;

CONSIDERANT que l'article 2.5 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 susvisé précise que l'installation doit être ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée et que les issues doivent être fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter, ces heures de réception étant à indiquer à l'entrée de l'installation ;

CONSIDERANT le constat d'absence de clôture interdisant toute entrée non autorisée sur le site et l'absence d'indication des heures de réception à l'entrée de l'installation ;

CONSIDERANT que l'article 2.11 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 susvisé précise que des dispositifs doivent permettre l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport ;

CONSIDERANT le constat de l'absence d'un tel dispositif le jour de l'inspection ;

CONSIDERANT que l'article 5.5 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 susvisé précise que les points de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit ;

CONSIDERANT le constat de l'absence d'un tel aménagement le jour de l'inspection ;

CONSIDERANT que l'article 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 précise qu'un contrôle visuel du type de matières reçues doit être réalisé et qu'un affichage des matières prises en charge par l'installation doit être visible à l'entrée de l'installation ;

CONSIDERANT l'absence de contrôle visuel déclarée par l'exploitant et d'affichage sur les matières prises en charge par l'installation le jour de l'inspection ;

CONSIDERANT que l'article 7.3.1 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 précise que l'exploitant doit organiser la gestion des matières sortantes dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L.541-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT le constat d'absence de dispositions permettant d'éviter la chute de déchets dans le milieu environnant lors du chargement des péniches ;

CONSIDERANT que les articles 7.1.2 et 7.3.2 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 précisent que des registres des déchets entrants et sortants doivent être établis et tenus à jour par l'exploitant avec la mention d'un ensemble d'informations réglementaires ;

CONSIDERANT le constat de la non-conformité de ces registres le jour de l'inspection ;

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la MOSELLE ;

ARRETE

Article 1 : La Compagnie Mosellane de Stockage, située 18 rue des Alliés à METZ, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2011 susvisé :
 - alinéas 4 et 5 de l'article 4
- arrêté ministériel du 13 octobre 2010 susvisé :
 - alinéa 1 de l'article 2.5
 - article 2.11
 - alinéa 2 de l'article 5.5
 - alinéas 2 et 6 de l'article 7.1.1
 - article 7.1.2
 - article 7.3.1
 - article 7.3.2

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement. (livre V, titre 1).

Article 3 : Droits des tiers

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

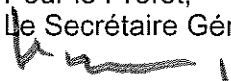
Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

-par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Maire de METZ, les Inspecteurs des Installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Olivier du CRAY